

Royaume-Uni/Au lendemain du divorce acté d'avec l'UE

May appelle le Parlement à voter l'accord de Brexit

AFP

Londres/Royaume-Uni

Rien n'est moins sûr cependant. Nombre de députés se montrant sceptiques, rendez-vous le 11 décembre pour le vote.

LA Première ministre britannique Theresa May a appelé hier des députés britanniques plus que sceptiques à soutenir l'accord de divorce obtenu avec l'Union européenne, lors du vote qui aura lieu le 11 décembre.

Mme May a réaffirmé son "absolue certitude" qu'il "n'y a pas de meilleur accord possible" et appelé les parlementaires à l'enterrer au nom de l'intérêt national.

Ce vote aura lieu le 11 décembre, avant la pause parlementaire de fin d'année, a annoncé la dirigeante conservatrice devant les parlementaires. La chambre des Communes aura alors à "décider si elle souhaite ou non que nous répondions au vote du peuple britannique" qui s'est prononcé pour le Brexit, a-t-elle déclaré.

Un rejet serait "un retour à la case départ" qui "ouvrirait la porte à plus de divisions et d'incertitude", a martelé Theresa May, au lendemain du sommet européen qui a scellé l'accord entre le Royaume-Uni et ses 27 partenaires de l'UE après 17 mois de négociations difficiles.

Mais le chef du Parti tra-



Photo : AFP

La Première ministre Theresa May hier devant les députés : un rejet de l'accord sur le Brexit serait "un retour à la case départ".

vailliste, le principal parti d'opposition, a déjà rétorqué que l'accord était un "acte d'automutilation nationale" et que "cette assemblée n'a d'autre choix que de rejeter cet accord".

La tâche de Theresa May s'annonce d'autant plus compliquée qu'elle ne dispose que d'une courte majorité - d'une dizaine de voix - assurée par le soutien de son remuant petit allié nord-irlandais, le parti unioniste DUP.

Or le DUP a prévenu qu'il voterait contre, furieux du statut spécial accordé à l'Irlande du Nord dans l'accord afin d'éviter le retour à une frontière physique sur l'île d'Irlande.

Sans compter les quelque 80 députés conservateurs favorables à un Brexit qui

couperait nettement les ponts avec l'UE, les députés écossais indépendantistes et les europhiles du petit parti des Libéraux-démocrates.

Du côté des partisans du Brexit, l'ex-chef de la diplomatie Boris Johnson a estimé que l'accord était "un désastre" et une "humiliation" pour le Royaume-Uni qui demeure "un Etat satellite" de l'UE.

Faire approuver l'accord par le Parlement sera un "défi", a reconnu dimanche le ministre des Affaires étrangères Jeremy Hunt, mais "beaucoup de choses peuvent changer dans les deux semaines à venir", a-t-il souligné.

Le numéro deux du gouvernement, David Lidington, fait quant à lui valoir que "si l'accord échoue, la réaction des

entreprises et des marchés sera négative et il n'y a pas de garantie que nous trouverons une voie stable pour sortir de cette situation", dans un entretien avec le quotidien économique allemand Handelsblatt.

La Bourse de Londres a de son côté terminé en hausse de 1,2%, satisfaite de l'accord de divorce qui prévoit une période de transition initiale de 21 mois après la date de sortie officielle du 29 mars, au cours de laquelle quasiment rien ne changera entre les deux partenaires.

"SAUT DANS L'ABÎME"

Mme May avait réuni dans la matinée son gouvernement pour resserrer les rangs, après que plusieurs ministres mécontents de

l'accord eurent récemment démissionné.

Elle a reçu le soutien d'une partie de la presse britannique, dont le Times pour lequel même si l'accord n'est pas forcément bon, elle "a raison : la seule alternative est l'absence d'accord ou pas de Brexit".

"Choisissez le Brexit de May ou sautez dans l'abîme", écrit pour sa part le tabloïd Daily Mail.

En revanche, le Sun, qui est pour le Brexit, a dénoncé une "capitulation" devant l'Union européenne tandis que le Daily Telegraph considère que l'accord ne reflète pas le vote des Britanniques.

Même si le Parlement vote en faveur de son accord, les ennuis de Theresa May ne sont pas finis. La cheffe du DUP Arlene Foster a en effet menacé de retirer son soutien au gouvernement s'il était entériné.

La Première ministre s'est également lancée dans une opération de communication en direct avec ses concitoyens et entame ce mardi une grande tournée dans le pays pour les convaincre.

Elle étudie aussi la possibilité d'un débat télévisé avec Jeremy Corbyn, selon les médias britanniques.

Dès dimanche, elle a écrit une "lettre à la nation" aux accents solennels pour appeler le Royaume-Uni à l'union nationale, avec la perspective d'une "réconciliation" après des années de déchirement entre europhiles et eurosceptiques.

A travers le monde

• Afghanistan/ Au moins 22 policiers tués dans une embuscade des talibans

Au moins 22 policiers ont été tués dans une embuscade des talibans dans la très instable province de Farah, dans l'ouest de l'Afghanistan, a-t-on appris hier auprès de responsables locaux.

• Etats-Unis - Mexique/Migrants. 42 arrestations du côté américain de la frontière



Photo : AFP

Quarante-deux migrants ont été arrêtés du côté américain de la frontière avec le Mexique en tentant de passer en force aux Etats-Unis, a annoncé hier un responsable américain.

• Maldives/Politique. La justice annule la condamnation de l'ex-président Nasheed

La Cour suprême des Maldives a annulé hier la condamnation à 13 ans de prison pour terrorisme de l'ex-président du pays Mohamed Nasheed, que l'Onu considérait comme politiquement motivée, suite à l'alternance politique à la tête de l'archipel.

• Proche-Orient/Conflit. Un Palestinien tué par des soldats israéliens

Un Palestinien a été tué hier par des soldats israéliens en Cisjordanie occupée, ont indiqué les secours palestiniens, l'armée israélienne affirmant avoir tiré sur l'auteur d'une attaque à la voiture bélier qui a blessé trois soldats.

• Syrie/Conflit. Plus de 200 morts en trois jours

Plus de 200 personnes, en majorité des combattants, ont péri en trois jours en Syrie dans une bataille déclenchée par un assaut du groupe Etat islamique (EI) qui a infligé ses plus lourdes pertes à une force soutenue par Washington, selon une ONG hier.

• Ukraine-Russie/Tensions. Kiev veut des sanctions contre Moscou

L'Ukraine a exigé hier la libération de ses marins et navires capturés la veille par la Russie en mer Noire au large de la Crimée, lors d'un incident sans précédent entre les deux pays, tout en appelant à de nouvelles sanctions contre Moscou.

France/Politique

"Gilets jaunes" : Hollande tacle le gouvernement et demande plus de redistribution

AFP

Paris/France

FRANÇOIS Hollande s'en est pris hier au gouvernement, et notamment au ministre du Budget Gérard Darmanin qui a parlé de "peste brune" à propos des "gilets jaunes", demandant que le produit des taxes sur les carburants soit davantage redistribué.

"Comment peut-on utiliser des mots comme ça ? Ça déconsidère même celui qui l'emploie, ce mot-là, pas ceux qu'il vise", a déclaré l'ancien président de la République sur France Inter. M. Darmanin avait affirmé dimanche sur RTL que sur les Champs-Élysées, "ce ne sont pas des gilets jaunes qui ont manifesté, c'est la peste brune".

Pour François Hollande, les "gilets jaunes" sont le signe d'une "aspiration populaire à être regardés (...) enten-

du (...) compris".

Interrogé sur un éventuel abandon par le gouvernement des hausses de taxe prévues en janvier, M. Hollande a suggéré que l'exécutif se réaligne sur la trajectoire carbone fixée sous son propre quinquennat ou qu'il y ait une "réallocation" des recettes supplémentaires pour accompagner la transition énergétique (chèque énergie, isolation des logements).

"L'égalité, la justice fiscale, elle n'est pas au rendez-vous. Ce qui marquera le début de ce quinquennat, c'est la suppression de l'impôt sur la fortune", a souligné M. Hollande, qui avait déjà qualifié Emmanuel Macron de "président des très riches" il y a quelques mois.

L'ancien président de la République a aussi invité l'actuel pouvoir à davantage considérer "les corps

intermédiaires", et notamment les organisations syndicales.

Il a notamment critiqué le refus du Premier ministre Edouard Philippe de prendre en compte la proposition du patron de la CFDT Laurent Berger de réunir les acteurs sociaux pour construire un "pacte social de la conversion écologique".

« On a la chance d'avoir une proposition qui vient d'un partenaire social qui est le premier syndicat dans le secteur privé, et qui vient vous dire "est-ce qu'on peut pas se mettre autour d'une table pour trouver ensemble des solutions ?". On n'envoie pas le Premier ministre un dimanche soir à la télévision pour repousser d'un revers de main une proposition qui part avec un bon esprit, qui cherche une issue et qui aurait empêché si elle avait été reprise d'avoir une semaine de manifestations,



Photo : AFP

L'ancien président François Hollande : "L'égalité, la justice fiscale, elle n'est pas au rendez-vous."

et le samedi assez cruel dont nous avons eu le spectacle sur les Champs-Élysées », a-t-il cinglé.

Dans un communiqué pu-

blié le 14 novembre, le Parti socialiste a souhaité un "gel des augmentations des taxes sur le carburant prévues en janvier".